



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP
Office fédéral de la police fedpol

Invia fedpol 2024-2027



Table des matières

Vision.....	4
Missions.....	5
Objectifs 2024-2027	7
Champs d'action, priorités et bases de travail.....	8

Le présent document s'intitule « Invia fedpol 2024-2027 ». Le mot « Invia » est inspiré de la locution romanche « in via », qui sert à indiquer familièrement, dans les idiomes puter et vallader, que quelque chose est « en route ». Le but du document est donc clair: définir les priorités de fedpol pour les quatre années à venir et décrire le chemin sur lequel fedpol progresse.

Invia fedpol 2024-2027

L'Office fédéral de la police (fedpol) lutte, aux niveaux national et international, contre le terrorisme et l'extrémisme violent, la criminalité organisée, la grande criminalité et la criminalité économique. Il protège les personnes, les autorités et les bâtiments relevant de la compétence fédérale. En outre, il veille à la coopération policière nationale et internationale et à l'échange d'informations. Ce faisant, il contribue à maintenir la sécurité intérieure et à protéger la démocratie et l'État de droit.

Invia fedpol 2024-2027 fixe les priorités de fedpol pour les quatre prochaines années.

La criminalité ignore les frontières et se joue des règles établies; elle emploie des méthodes et des technologies toujours nouvelles, y compris dans l'espace virtuel ou à l'aide de moyens numériques. La situation et la façon dont les infractions sont commises changent donc sans cesse. La Suisse est particulièrement attrayante pour la criminalité organisée de par sa prospérité, sa position géographique au cœur de l'Europe occidentale et sa stabilité politique.

La lutte contre la criminalité organisée, la grande criminalité, le terrorisme et l'extrémisme violent n'est possible que par une coopération nationale et internationale intensive et un échange réciproque d'informations. Il faut échanger et analyser les informations pour obtenir le tableau de la situation le plus complet possible, car c'est ce tableau qui permet d'utiliser judicieusement et efficacement les ressources et de mener à bien un travail de police fructueux.

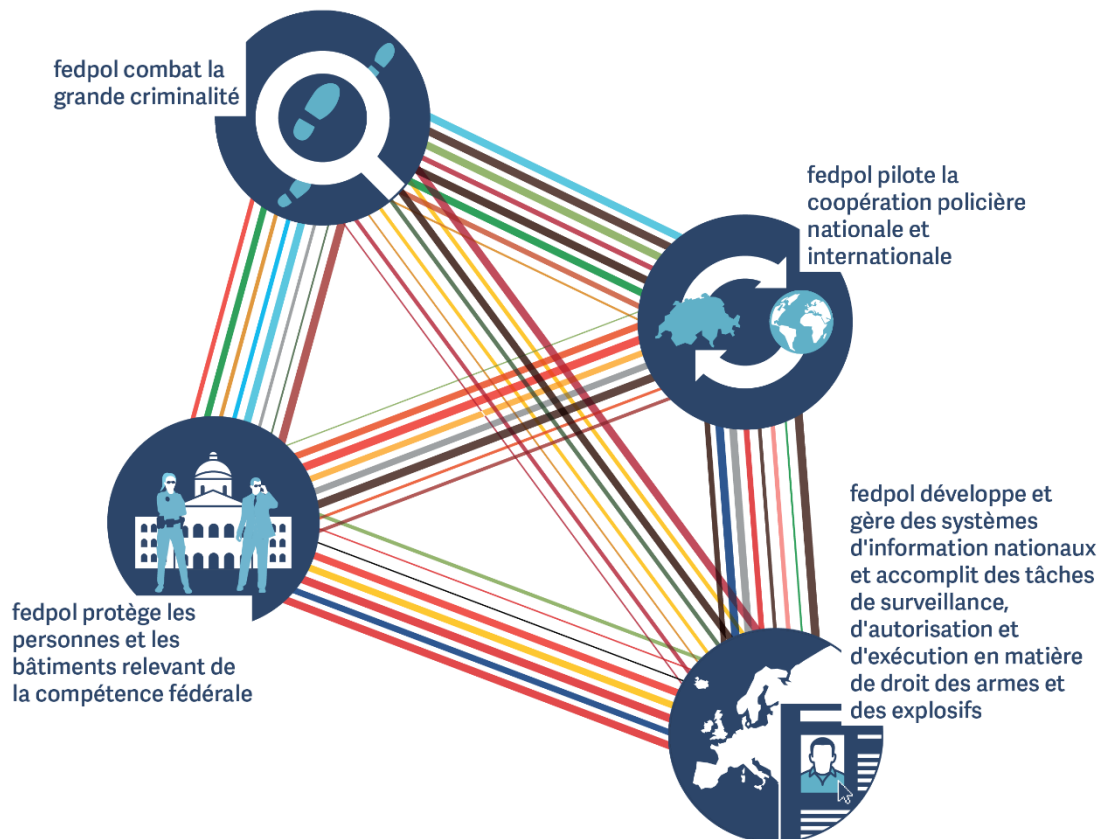
Les lois définissent les missions de fedpol, tout comme la situation détermine ses activités. Pour accomplir ses nombreuses tâches, fedpol doit réfléchir et travailler de manière prévoyante, innovante et interdisciplinaire. Il faut qu'il ait une longueur d'avance sur les criminels, qu'il anticipe les phénomènes de criminalité et qu'il perturbe activement les structures criminelles.

Le public et les milieux politiques ont placé toute leur confiance en fedpol – il faut entretenir cette confiance.

Vision

fedpol engagé pour la Suisse – partout & tout le temps

Missions



fedpol combat la grande criminalité

fedpol combat le terrorisme et l'extrémisme violent, la criminalité organisée et la criminalité économique à l'aide de mesures préventives, d'enquêtes de police, de la coopération policière nationale et internationale et de systèmes d'information spécialisés.

fedpol protège les personnes et les bâtiments relevant de la compétence fédérale

En collaboration avec les polices cantonales, fedpol protège les membres de l'Assemblée fédérale, les magistrats, les employés de la Confédération exposés à des risques et les personnes jouissant d'une protection en vertu du droit international, ainsi que les bâtiments de la Confédération et les représentations diplomatiques d'États étrangers en Suisse. fedpol assure en outre avec les polices

cantonales la formation et l'engagement de gardes de sûreté dans l'aviation à bord des aéronefs suisses. Le Service national de protection des témoins qu'il gère met en place des programmes de protection à la demande des ministères publics de la Confédération et des cantons en faveur de témoins menacés.

fedpol développe et exploite des systèmes d'information nationaux et accomplit des tâches de surveillance, d'autorisation et d'exécution en matière de droit des armes et des explosifs

fedpol développe, exploite et relie entre eux des systèmes d'information à des fins de recherche, d'enquête et d'identification biométrique et les met à la disposition des autorités fédérales et cantonales de poursuite pénale, de sécurité et de migration. fedpol est l'autorité de surveillance et d'autorisation en matière d'armes et d'explosifs et est responsable de l'établissement des documents d'identité destinés aux citoyens suisses.

fedpol pilote la coopération policière nationale et internationale

fedpol fournit en tout temps aux autorités partenaires les instruments permettant de combattre efficacement la criminalité et coordonne et pilote les enquêtes et les recherches nationales et internationales. Conjointement avec les cantons, fedpol coordonne en Suisse et à l'étranger la gestion des crises telles que les enlèvements, les prises d'otages, les chantages et les attentats terroristes.

Objectifs 2024-2027

Pour remplir ses missions, fedpol se fixe les objectifs suivants:

fedpol détecte à temps avec ses partenaires la radicalisation, l'extrémisme violent et les activités terroristes, et prend des mesures efficaces pour les combattre.

fedpol est prêt à gérer des attentats terroristes et d'autres situations de crise.

fedpol perturbe la criminalité organisée en Suisse par des mesures de prévention, de coopération et de répression.

fedpol comprend les formes modernes de criminalité économique, les détecte et les combat.

fedpol protège les membres du Conseil fédéral et assure leur sécurité lors de leurs activités officielles en Suisse comme à l'étranger.

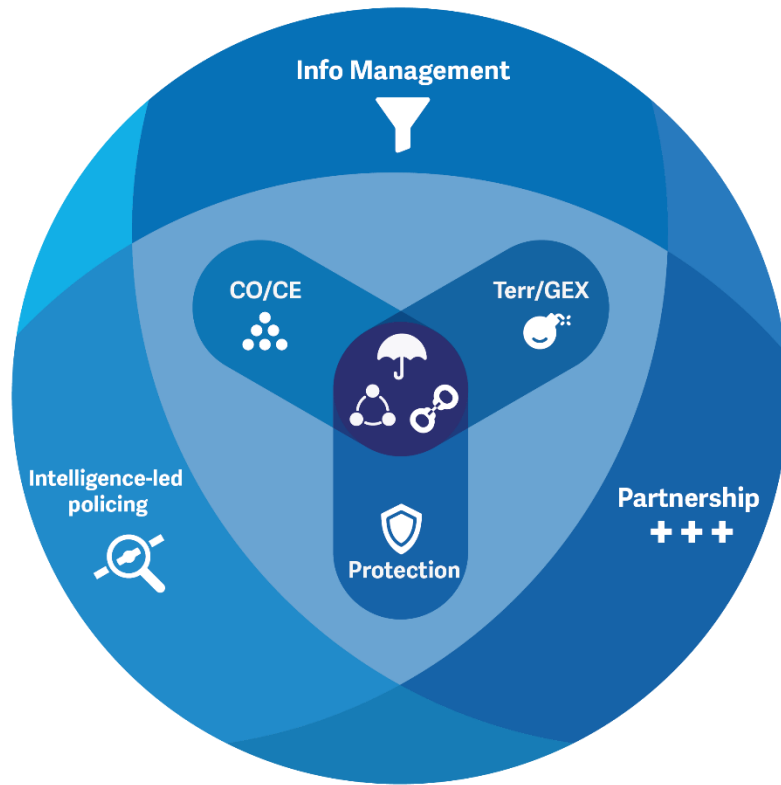
fedpol protège les représentations diplomatiques et leur personnel ainsi que les personnes jouissant d'une protection en vertu du droit international public.

fedpol est en tout temps un allié fiable pour ses autorités partenaires en Suisse et à l'étranger.

fedpol prévient l'usage abusif d'explosifs, d'engins pyrotechniques, de matériel de guerre, d'armes à air comprimé et d'autres armes nouvelles en Suisse.

fedpol équipe la Suisse d'outils biométriques fiables, performants et interconnectés aux niveaux national et international.

Champs d'action, priorités et bases de travail



Invia fedpol 2024-2027 s'appuie sur les mandats légaux et comprend trois champs d'action, trois priorités et trois bases de travail.

Trois champs d'action du travail de police

Prévention – coopération – répression

Pour être efficace, la lutte policière contre la criminalité doit couvrir les trois champs d'action que sont la prévention, la coopération et la répression et être axée sur trois priorités: terrorisme et extrémisme violent, criminalité organisée et criminalité économique, protection et sécurité. Cette même lutte repose sur trois bases: le travail de police fondé sur le renseignement, le partenariat et la gestion de l'information.

Dans l'ensemble, ce modèle implique d'avoir une approche globale de la lutte contre la criminalité et d'y associer la totalité des partenaires et des parties prenantes concernés.

Trois bases de travail de fedpol

Intelligence-led policing

Les défis se faisant toujours plus complexes et les ressources étant limitées, le travail de police fondé sur le renseignement (*intelligence-led policing*) met l'accent sur l'aptitude à analyser de grandes quantités d'informations, à en tirer des tableaux de situation stratégiques et opérationnels et à anticiper l'évolution de la criminalité. Cette aptitude garantit l'efficacité des décisions stratégiques et opérationnelles et l'utilisation judicieuse des ressources dans tous les champs d'action.

Partnership

La radicalisation, étape préalable à l'extrémisme violent et au terrorisme, ainsi que la criminalité organisée et la criminalité économique sévissent généralement dans l'ombre. Il n'est pas rare que les victimes refusent de collaborer avec la police par peur de représailles ou de mesures de rétorsion, par manque de confiance dans les institutions étatiques ou par profit personnel. La police a la dure tâche de détecter malgré tout ces infractions. La collaboration avec des partenaires privés (entreprises, ONG, universités) et des autorités non policières (chargées des migrations, du registre du commerce, du registre foncier, de l'inspection du travail, du contrôle des denrées alimentaires, de la formation) a fait ses preuves et se poursuit.

Info Management

fedpol veille à ce que le traitement des données qui relèvent de sa responsabilité soit conforme à la législation (conformité des données). fedpol doit gérer efficacement les données et l'information pour mener à bien la lutte contre la criminalité et pour remplir toutes ses missions. La bonne information doit parvenir au bon endroit au bon moment et de la bonne manière.

Une gouvernance durable des données garantit que les données et l'information sont utilisées et traitées correctement. fedpol assure la protection de la sphère privée et la sécurité de l'information par des mesures techniques, des dispositions organisationnelles et un comportement de son personnel conforme au droit.

Trois priorités

Terrorisme (Terr) et extrémisme violent (GEX)

Ces dernières années, l'Europe a été à plusieurs reprises la cible d'attentats terroristes. Si l'on considère le terrorisme à motivation djihadiste, l'État islamique et Al-Qaïda, ainsi que leurs ramifications, sont les acteurs les plus influents à l'échelle mondiale. S'y ajoutent des groupements à motivation islamiste, tels que le Hezbollah et le Hamas. Selon le Service de renseignement de la Confédération, la menace terroriste reste élevée en Europe comme en Suisse. Elle s'est faite plus diffuse, tandis que la radicalisation se déroule de plus en plus sur Internet et les médias sociaux.

La menace provient en premier lieu d'individus radicalisés qui commettent des actes de violence à l'aide de moyens et de modes opératoires très simples, comme des couteaux ou des véhicules. Ces individus peuvent être des personnes qui se sont radicalisées en Suisse – y compris des mineurs –, des personnes de retour de zones de conflit, des personnes radicalisées qui sont arrivées en Europe par les flux migratoires ou des djihadistes libérés de l'exécution de sanctions pénales. La comparaison avec les pays voisins montre que des personnes radicalisées ayant adopté une autre idéologie peuvent aussi commettre un attentat terroriste. Le financement du terrorisme et la propagande sont dans notre pays les activités terroristes les plus fréquentes.

Dans la lutte contre l'extrémisme violent, on distingue l'extrémisme de droite, l'extrémisme de gauche et l'extrémisme monothématique. Les limites qui séparent l'extrémisme violent du terrorisme sont souvent floues. Par ailleurs, certains acteurs adhèrent parfois à différentes idéologies contradictoires, ce qui complique leur catégorisation. Ils se fixent des buts qui varient selon l'idéologie et le groupement auquel ils appartiennent et qui sont influencés par la situation en

Suisse, en Europe et dans le monde. Outre l'idéologie, ils peuvent aussi agir en raison de leur situation personnelle ou de maladies psychiques.

Criminalité organisée (CO) et criminalité économique (CE)

Le trafic international de stupéfiants reste l'activité principale de la criminalité organisée. La Suisse n'est pas seulement un marché de premier ordre, elle est un important pays de transit pour les drogues illégales et aussi de production pour les produits dérivés du cannabis. Elle joue en outre un rôle logistique clé pour le transport de grandes quantités de drogue, notamment de cocaïne.

La traite des êtres humains, le trafic d'armes et le blanchiment d'argent sont d'autres activités clés de la criminalité organisée en Suisse. La traite des êtres humains y est le fait de groupements d'origines très diverses. Elle est commise essentiellement par des réseaux transnationaux de criminels provenant du même pays que les victimes. La traite des êtres humains à des fins d'exploitation du travail gangrène de nombreux secteurs de l'économie et est due avant tout à des groupements provenant d'Asie (Chine, Vietnam), d'Europe du Sud-Est et d'Italie.

En comparaison européenne, la Suisse se caractérise proportionnellement par une forte présence d'organisations criminelles provenant d'Italie. La plus répandue est la 'ndrangheta, qui y possède plusieurs structures consolidées. Ces organisations sont spécialisées dans différents domaines d'infractions, principalement le trafic de cocaïne, mais aussi le trafic d'armes, la traite des êtres humains et le blanchiment d'argent.

Les groupements criminels d'Europe du Sud-Est en Suisse se livrent avant tout au trafic de stupéfiants, en premier lieu de cocaïne, et commettent en outre des infractions contre la propriété.

Sont également présentes les bandes de motards, qui se livrent à une lutte d'influence. Elles sont souvent impliquées dans des actes de violence et enfreignent la loi sur les stupéfiants et la loi sur les armes.

On trouve aussi des groupements nigériens, qui se consacrent surtout au trafic de stupéfiants, à la traite des êtres humains et aux escroqueries.

Des groupements provenant de différents pays d'Europe, en particulier de France, des Pays-Bas, de Belgique et de Roumanie, font exploser des distributeurs automatiques de billets et commettent des vols à main armée dans des armureries et des bijouteries. Ces groupements ne sont le plus souvent pas établis en Suisse, mais y viennent pour commettre leurs méfaits, avant d'en repartir aussitôt.

Un nombre croissant d'enquêtes ont été lancées dernièrement sur des faits de criminalité économique tels que le délit d'initié, la manipulation du marché et la manipulation de cours. La cybercriminalité est en général une criminalité contre le patrimoine commise à l'aide de moyens numériques, qui relève essentiellement de

la criminalité organisée. Ses auteurs agissent le plus souvent depuis l'étranger, sont bien organisés et ont chacun des tâches précises.

À l'instar de la cybercriminalité, la pédocriminalité affiche une tendance à la hausse, comme l'illustre l'augmentation constante du nombre d'annonces internationales provenant du National Center for Missing & Exploited Children (NCMEC), qui sont triées par fedpol et transmises aux cantons sous forme de rapport de police.

Le nombre de communications de soupçons envoyées au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS) augmente également de manière constante. L'infraction préalable qui lui est signalée le plus fréquemment est l'escroquerie, suivi du faux dans les titres. Il n'est pas rare que les cas de blanchiment d'argent soient liés à la criminalité organisée, notamment dans le trafic de stupéfiants. La place financière suisse continue d'attirer l'argent de la corruption en provenance de l'étranger. En particulier, les entreprises suisses ayant une activité internationale sont régulièrement mêlées à des affaires de corruption d'agents publics étrangers, ce qui constitue une atteinte considérable à la réputation financière et économique du pays.

Protection et sécurité

Qu'il s'agisse de protéger des personnes (magistrats de la Confédération, membres de l'Assemblée fédérale, employés de l'administration fédérale exposés, personnes jouissant d'une protection en vertu du droit international public) ou des bâtiments (bâtiments de la Confédération et représentations diplomatiques), fedpol joue, en Suisse comme à l'étranger, un rôle fondamental dans la protection de la démocratie.

La polarisation des opinions au sein de la société suisse a fortement augmenté ces dernières années, créant une situation nouvelle et entraînant un changement de paradigme dans les missions de protection de fedpol. Les menaces visant les membres du Conseil fédéral se font de plus en plus graves et nombreuses. S'ajoutent à ces tentatives d'intimidation, pour les membres de l'Assemblée fédérale, des insultes dont le nombre va croissant (discours de haine). Dans ce contexte, la gestion des menaces prend une place toujours plus importante aux côtés de l'analyse globale de la menace. fedpol évalue continuellement la situation et prend, conjointement avec les polices cantonales, les mesures nécessaires à la sécurité des personnes et des bâtiments à protéger, au plus près de leurs besoins. Il va au-delà de la protection au sens propre et soutient et conseille les personnes à protéger, les unités administratives de la Confédération et les représentations diplomatiques en Suisse.

La Suisse est et reste un choix de premier ordre pour les organisations internationales et pour la tenue de conférences et de manifestations

internationales. En y protégeant les représentations et le personnel diplomatiques étrangers, fedpol soutient au plan international la réputation qu'elle a d'être un pays sûr et propice aux échanges internationaux de haut rang. fedpol, conjointement avec les autorités partenaires de la Confédération et des cantons, évalue la menace et ordonne des mesures de protection pour les participants aux conférences internationales jouissant d'une protection en vertu du droit international public.

Le trafic aérien commercial international est d'une importance capitale pour l'économie et le tourisme. Dans les destinations sensibles, des gardes de sûreté formés et employés par fedpol assurent la sécurité au sol en collaboration avec les autorités locales. Ils veillent aussi à la sécurité à bord des aéronefs suisses pendant les vols.

Les autorités de poursuite pénale ont besoin de personnes disposées à témoigner. Dans les cas où les mesures de prévention des menaces et les mesures de protection procédurales ne suffisent plus, les ministères publics de la Confédération et des cantons peuvent demander à fedpol de mettre en place un programme de protection des témoins. Le but principal est de protéger les personnes qui sont menacées en raison de leur collaboration lors d'une procédure pénale. La protection des témoins est un élément essentiel de la lutte contre la grande criminalité, le terrorisme et les organisations criminelles. Elle fait partie intégrante des normes internationales en matière de lutte contre la criminalité.